

Non au déclassement ! Mobilisez-vous maintenant !!

SUD appelle les salariés à participer massivement au débrayage prévu lors de la réunion entre la direction et les syndicats sur les salaires (NAO) à partir de 14h vendredi. Votre soutien est primordial pour pousser la direction à nous accorder une augmentation générale pérenne.

L'inflation a considérablement érodé notre pouvoir d'achat au fil des années. Nous avons donc besoin d'une augmentation des salaires de base et non d'une prime ponctuelle comme celle proposée par la direction, qu'elle soit de 300 ou 400 euros.

Mais combien les salariés de l'AFP ont-ils perdu ? Selon nos calculs, c'est **une perte de 12 à 14%** pour la période allant de 2012, quand nous avons reçu la dernière augmentation générale dans le cadre du SPQN, jusqu'à mai 2024 quand nous avons obtenu une hausse générale de 2,0%.

Deux exemples concrets :

Prenons « Dalila », une employée de presse débutante au coefficient 140. L'inflation cumulée pendant cette période atteint 20,5%, mais le salaire mensuel de « Dalila » à l'AFP n'a augmenté que de 7,7% sur 2012-2024. Au lieu de gagner 2.493 euros brut par mois, si son salaire avait suivi l'inflation, elle gagne seulement 2.229 euros brut (hors ancienneté). Pour elle, **le manque à gagner, net avant impôt, est d'au moins 200 euros par mois.**

Autre cas, celui de « Fabrice », journaliste catégorie RED5 qui a 20 ans d'ancienneté, comme plus de la moitié de la rédaction de l'AFP. Son salaire mensuel et sa prime d'ancienneté n'ont augmenté que de 5,5%. **Son manque à gagner, net avant impôt, dépasse 500 euros par mois. Une perte équivalente à l'écart de salaire de base entre un RED5 et un RED3 aujourd'hui !!**

Ces pertes sont énormes et on ne peut que conclure que les salariés de l'AFP ont subi un **déclassement collectif massif au cours des douze dernières années.**

Ce déclassement est le résultat du modèle de financement de l'AFP adopté par l'Etat français et mis en œuvre par notre direction. Sans mobilisation collective, cette tendance perdurera : le plan actuel de financement de l'AFP, qui court jusqu'à fin 2028, ne prévoit aucune marge de manœuvre pour des hausses de salaire.

Des augmentations conséquentes sont indispensables. Difficile de penser à la mission d'intérêt général lorsqu'on galère pour faire garder ses enfants. Impossible d'être premiers sur l'actu s'il est difficile de trouver un logement décent en centre-ville. Et quand les salariés s'essouffent, l'AFP ralentit.

Paris, le 05 décembre 2024
SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)